

Fiscalité de l'épargne dans l'U.E.

Résolution de la Commission Économique et Sociale (Bruxelles - 27 septembre 2001)
adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (14 décembre 2001)

La Ligue Européenne de Coopération Économique rappelle tout d'abord sa résolution du 9 décembre 1999 sur la politique fiscale dans l'Union européenne dans laquelle elle affirmait notamment la nécessité d'une position fiscale concurrentielle à l'égard de l'extérieur et insistait pour que le mouvement nécessaire vers le rapprochement des politiques fiscales des pays membres "mène à la réduction des charges fiscales sur les entreprises et les particuliers".

Concernant la fiscalité de l'épargne, la Ligue soulignait que "l'objectif à terme devrait être de protéger l'épargne et d'assurer qu'elle puisse s'investir indifféremment sur l'ensemble de l'UE mais en payant ses impôts sur les valeurs mobilières dans le pays où l'épargnant est effectivement domicilié". Dans cette perspective, la Ligue se réjouit de l'accord intervenu au Conseil ECOFIN des 26 et 27 novembre 2000 sur la substance de la future directive relative à l'imposition des revenus de l'épargne, qui constitue un pas important dans la bonne direction.

Cet accord permet en effet, tout en laissant coexister des systèmes différents, d'encadrer par des limites précises la concurrence fiscale au sein même de l'UE en matière d'imposition de l'épargne. Ceci est d'autant plus souhaitable dans la perspective de l'élargissement de l'Union Européenne, et afin de ne pas laisser se creuser un écart injustifié entre l'imposition du revenu du capital et celle du revenu du travail. Le calendrier retenu a l'avantage de prévoir la mise en place progressive d'un système d'échange satisfaisant d'informations entre les États membres sur les revenus distribués aux résidents effectivement domiciliés dans un autre État membre tout en laissant subsister pendant plusieurs années le système de taxation des revenus à la source, qui offre aussi certains avantages sur le plan de l'efficacité et laisse une part significative des recettes à l'état encaisseur.

La Ligue insiste pour que les informations qui seront communiquées entre États membres dans ce cadre soient aussi complètes et aussi fiables que possible dans les limites dictées par le respect de la sphère privée et des libertés individuelles; à défaut, le système retenu n'aura pas l'effet de dissuasion recherché en matière d'évasion fiscale. Ceci nécessitera des investissements dans la coordination de leurs systèmes informatiques, ainsi qu'une définition plus précise et un contrôle strict de la résidence fiscale de l'épargnant.

En ce qui concerne le traitement fiscal des revenus du capital distribués aux résidents de pays tiers, la Ligue se prononce résolument pour que le point d'entrée de ces capitaux soit fiscalement neutre. Cela suppose à terme une harmonisation des conventions bilatérales entre les États membres d'une part et un pays tiers d'autre part.

Pour que les mesures prévues par cet accord prennent toute leur portée, il importe que les discussions engagées avec les pays tiers, conformément aux conclusions du Conseil européen de Feira, soient menées à bon terme. La Ligue souligne à cet égard l'importance particulière des négociations avec les centres financiers importants (tels que la Suisse, les États-Unis, Singapour, Hong Kong,...), dont l'issue sera déterminante. Elle suggère que, d'une façon générale, les négociations menées avec les pays tiers partenaires de l'Union, comme avec les candidats à l'élargissement, s'inspirent des résultats obtenus par les États-Unis dans leur négociation sur ces matières, à savoir la

mise en place d'un système faisant en sorte que les institutions financières ne puissent pas prêter leur concours à l'évasion fiscale par des résidents des États-Unis.

La Ligue estime enfin que l'application systématique de la règle de l'unanimité dans des domaines où un rapprochement plus poussé des fiscalités serait souhaitable impose des limites sérieuses à la construction européenne. Elle suggère que de tels domaines puissent à l'avenir relever progressivement de prises de décision à la majorité qualifiée ou, à défaut, s'inscrire dans un processus de coopération renforcée.

- - - - -